



Groupement de la Sidérurgie

# L'Acier Belge en 2013



R A P P O R T   A N N U E L



En 2013, la conjoncture économique mondiale s'est progressivement redressée avec des intensités toutefois fort différentes d'une région à l'autre ou même, comme en UE, à l'intérieur d'une même zone.

L'amélioration de l'économie internationale reste néanmoins encore timide, fragile et suspendue à la confirmation de la reprise aux Etats-Unis, au maintien de la croissance en Chine et dans les pays émergents ainsi qu'à la capacité en UE, et particulièrement dans la zone euro, d'enchaîner plusieurs mois consécutifs de hausse de l'activité industrielle.

En sidérurgie, l'essor ininterrompu de la production et de la consommation en Chine, en Inde, au Moyen-Orient et dans la plupart des économies émergentes a conduit au niveau mondial à un nouveau record.

Par contre, l'UE – face au manque d'impulsion positive des principaux secteurs utilisateurs d'acier (bâtiment, automobile, biens d'équipement) – accuse une nouvelle baisse de 2%. Les sidérurgistes belges et européens sont confrontés à une demande intérieure en net repli depuis 2008 ainsi qu'à une intensification de la concurrence internationale. Malgré le recul de la consommation, les importations d'acier en UE se sont accrues de 7% en 2013, alors que simultanément les exportations hors UE ont baissé d'environ 12%. Le solde positif de la balance acier de l'UE a régressé de 50% en l'espace d'une seule année.

Par ailleurs, nos producteurs d'acier sont de plus en plus confrontés à des pratiques commerciales déloyales – dont le dumping –, à une hausse substantielle des prix de l'énergie, à des contraintes unilatérales et disproportionnées en matière climatique, à la persistance de capacités excédentaires de production, particulièrement hors UE. La conjonction de tous ces éléments menace la rentabilité des entreprises, hypothèque leur avenir et conduit inévitablement à des restructurations lourdes et à des pertes d'emploi dans le secteur et les activités connexes.

Face à ce constat et compte tenu, d'une part, de l'objectif que l'UE s'est assignée de porter d'ici 2020 de 15% à 20% la part de l'activité industrielle dans le PIB et, d'autre part, de l'importance cruciale de disposer en UE d'une sidérurgie puissante et dynamique pour stimuler la relance industrielle, il n'y a d'autres options pour les autorités politiques que de rendre possible ce qui est indispensable, à savoir le rétablissement urgent de la compétitivité des entreprises industrielles.

Dans ce contexte, les préoccupations prioritaires de l'industrie sidérurgique européenne et belge – partagées en commun avec les autres industries de process – se concentrent autour de 5 facteurs clés pour son développement :

- 1) l'élaboration d'une politique climatique ambitieuse certes mais toutefois pragmatique. En l'absence d'un accord international assorti d'engagement quantifiable, les autorités européennes doivent autoriser l'adoption de mesures appropriées neutralisant l'impact des contraintes unilatérales ;
- 2) la mise au point d'une politique énergétique qui poursuive un objectif de maîtrise des coûts, de durabilité et de sécurité d'approvisionnement au moyen d'un large mix énergétique. Au niveau belge, l'instauration urgente d'une « norme » énergétique, destinée à corriger toute dérive des coûts et charges diverses par rapport à une moyenne européenne, est indispensable ;
- 3) la correction du handicap du coût salarial des entreprises relevant de secteurs qui, comme la sidérurgie, sont soumis à la concurrence internationale. Les gains de productivité s'atténuent de plus en plus et ne permettent plus de compenser la hausse récurrente des coûts salariaux résultant de l'automatisme inhérente au mécanisme actuel d'indexation ;
- 4) le maintien dans un marché mondialisé, hautement concurrentiel et souffrant d'excédents de capacités, d'un dispositif efficace et conforme aux dispositions de l'OMC, pour assurer la défense des intérêts légitimes de la sidérurgie européenne. Il convient d'être en mesure de s'opposer à une prolifération de comportements commerciaux déloyaux : rétention de matières premières décidée par les autorités de certains pays tiers, pratiques de dumping, obstacles tarifaires et non-tarifaires ;
- 5) l'intensification des programmes de recherche/développement/innovation.

Ces efforts sont essentiels pour apporter des solutions concrètes aux défis sociétaux (efficacité énergétique, protection de l'environnement, économie de ressources, mobilité, ergonomie, ...) mais aussi pour se ménager une longueur d'avance sur la concurrence grâce au développement de nouvelles nuances et propriétés d'acier offrant des applications innovatrices aux secteurs utilisateurs. Cela requiert des investissements substantiels, lesquels génèrent des retombées commerciales et fonctionnelles positives, différées dans le temps.

L'application sur les façades de bâtiments de capteurs métalliques des rayons solaires avec ventilation des calories à l'intérieur de l'immeuble permettant une amélioration substantielle du rendement énergétique, de même que le développement de nuances d'acier à haute résistance mécanique et propriétés anticorrosives accrues sont des innovations avec large application dans de nombreux secteurs utilisateurs, notamment l'automobile. Ces réalisations devraient inciter les autorités compétentes à intensifier leurs efforts au profit de la recherche, à stimuler l'intérêt des jeunes pour les formations scientifiques et techniques et à maintenir le haut niveau de compétences de nos universités et Centres de recherche.

Un relèvement additionnel de la dispense de versement du précompte professionnel des chercheurs a un effet incitatif important sur l'innovation dans les entreprises industrielles, dont sidérurgiques.

2013 a été pour la sidérurgie belge une année difficile ainsi qu'en témoignent les nombreuses et profondes restructurations qui conduisent à de nouvelles configurations mieux adaptées aux évolutions du marché. L'inconstance du contexte dans lequel évoluent les entreprises industrielles, notamment sidérurgiques, conduit à des redéfinitions récurrentes du contour des activités, des modèles opératoires ainsi qu'à une recherche de flexibilité accrue.

Les restructurations font partie intégrante de la vie des entreprises et constituent un outil indispensable d'intégration, tant réactif qu'anticipatif du changement.

Les initiatives visant à brider les réorganisations d'entreprises sont particulièrement nuisibles aux investissements et à la croissance économique. La permanence des restructurations souligne toute l'importance des modalités d'information et de consultation portant sur la stratégie de l'entreprise, les mesures d'accompagnement et la gestion des transitions professionnelles.

Le « Steel Action Plan » de la Commission Européenne, présenté en juin 2013,

- vient à bon escient vu le contexte de crise des débouchés auquel se greffent des défis essentiellement d'ordre économique, social et d'empreinte écologique ;
- souligne l'importance stratégique du secteur sidérurgique européen pour l'ensemble du tissu économique de l'UE ;
- trace le cadre d'une nouvelle politique industrielle pour maintenir en UE une sidérurgie compétitive, durable et innovante ;
- articule des recommandations dans 7 domaines cruciaux : climatique, énergétique, mécanisme approprié de défense commerciale, accès aux matières premières, R&D/innovation, accompagnement des restructurations, promotion de l'emploi.

Avec ce Plan, les autorités européennes confirment le rôle stratégique de la sidérurgie dans l'économie européenne et pour le renouveau industriel.

Le matériau acier s'adresse à de nombreux segments de l'industrie manufacturière : l'automobile, la construction, l'énergie – y compris le renouvelable –, le génie mécanique, l'électroménager, voire les biens de consommation dont les cannettes.

Après 6 trimestres consécutifs de contraction économique, la zone euro – grâce à la reprise internationale et à l'adoucissement progressif des mesures d'austérité – s'oriente en 2014 vers une croissance de l'ordre de 1% qui devrait s'intensifier par palier successif au cours des années suivantes.



# relations sociales

## Dialogue social

Deux thèmes ont dominé les négociations interprofessionnelles 2013-2014 :

- d'une part, l'indispensable résorption du handicap de compétitivité des entreprises belges gênées dans leurs activités par une dérive du coût salarial qu'un groupe d'experts relevant de plusieurs institutions officielles évalue à 16,5% par rapport aux 3 pays voisins, principaux destinataires de nos exportations ;
- d'autre part, l'impérieuse nécessité d'élaboration et de mise au point d'une solution juridique au regard de l'ultimatum fixé par la Cour Constitutionnelle en vue de résoudre les différences qualifiées discriminantes entre les régimes ouvriers et employés.

Le désaccord persistant de certaines organisations syndicales sur l'évolution des discussions a paralysé le mécanisme de concertation au sein du Groupe des Dix, de sorte que le Gouvernement est intervenu au moyen de dispositions réglementaires portant sur

- 1) la norme salariale obligatoire (AR du 28 avril 2013): marge nulle hormis indexations et augmentations barémiques dont le processus juridique d'adoption a été validé par le Conseil d'Etat (Arrêt du 27 septembre 2013);
- 2) l'harmonisation des statuts, dans un premier temps relative aux nouveaux délais de préavis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 et à l'abolition du jour de carence (Loi du 26 décembre 2013).

Au niveau sectoriel, la signature en décembre 2013 de l'accord social respectivement ouvrier/employé couvrant les années 2013-2014 marque l'aboutissement positif d'un processus de dialogue social dans le cadre duquel les partenaires sociaux sont parvenus à concrétiser un difficile mais indispensable équilibre entre leurs positions principales et des dispositifs sociaux répondant aux préoccupations respectives des entreprises et de leurs travailleurs.

Les conventions prises en exécution de ces accords comprennent des mécanismes qui témoignent notamment de l'attention soutenue pour

- la thématique de l'aménagement de la fin de carrière professionnelle (RCC, crédit-temps, ...);
- le recours à des outils indispensables aux entreprises pour l'adaptation de leurs activités à l'évolution du marché

(chômage économique, soutien aux demandes de dispense de remplacement, appels à l'intérim, ...).

Des groupes de travail sont prévus pour traiter certaines thématiques requérant un suivi particulier.

Les accords posent la trame d'un cadre sectoriel dont l'exécution concrète se décline au sein des entreprises suivant leurs situations spécifiques et leurs nécessités.

Le Groupement de la Sidérurgie (GSV) a, dans le cadre de ses missions de représentation et de défense des intérêts de ses affiliés, accordé une attention assidue aux dossiers de restructurations et de fermetures d'outils et a intensifié ses efforts de sensibilisation des différents niveaux de pouvoir à l'adaptation du cadre réglementaire en appui de l'évolution de l'activité industrielle, tout comme à s'opposer à des initiatives de nature à gêner, voire empêcher l'indispensable ajustement des entreprises aux nouvelles réalités du marché.

## Formation

L'accord sectoriel confirme la poursuite des engagements des entreprises du secteur en faveur de la formation, tant formelle qu'informelle, laquelle réserve un rôle essentiel à l'apprentissage. Leurs efforts de formation sont largement répartis sur l'ensemble du personnel avec inclusion des groupes à risque.

Ainsi, les obligations légales basées sur les enquêtes CVTS européennes sont parfaitement rencontrées.

Le GSV se prononce pour une approche plus pragmatique de la révision du dispositif contraignant prévoyant une augmentation des efforts de formation.

## Santé & sécurité

Les entreprises du secteur incluent la santé et sécurité sur le lieu de travail dans tous leurs processus de management.

La politique en la matière est axée autour de l'intensification des campagnes de sensibilisation, de formation permanente, d'analyse de risques et des mesures de prévention qui s'adresse à l'ensemble du personnel et aux cotraitants.

A cette fin, les entreprises organisent annuellement une journée d'action dédiée à la santé et sécurité, au cours de laquelle elles procèdent aux échanges de bonnes pratiques.





# production - consommation



## Une tonne sur deux produite en Chine, une sur dix en UE

Après le relatif ralentissement de 2012, la production mondiale d'acier brut a, à nouveau, fortement progressé en 2013 en augmentant de plus de 3% à 1.607 millions de tonnes. De celles-ci, une sur deux a été produite en Chine et une sur dix en UE27; dix ans plus tôt, la part produite en UE atteignait encore 20%.

Tirée par des besoins considérables, la production a été particulièrement dynamique en Asie, Corée du Sud exceptée, au Moyen-Orient et en Afrique. La Chine, avec 779 millions de tonnes, a augmenté sa production de plus de 48 millions de tonnes.

Toutes les autres régions sont en retrait. C'est le cas notamment de l'UE et de l'Amérique du Nord, toujours confrontées aux séquelles de la crise économique et financière qui les a touchées, mais également, par ricochet, de certains pays émergents tels la Russie, le Brésil ou la Turquie qui ont souffert du ralentissement de la demande internationale.

La Belgique n'a pas échappé à ce contexte ambiant. En 2013, la production d'acier brut a baissé d'environ 3% à 7,1 millions de tonnes, dont un tiers produit via la filière électrique.

	Mt	2013/2004	2013/2012	Monde = 100
Chine	779	86%	7%	49%
UE27	166	-18%	-2%	10%
Japon	111	-2%	3%	7%
USA	87	-13%	-2%	5%
Inde	81	149%	5%	5%
Russie	69	6%	-1%	4%
Corée du Sud	66	39%	-4%	4%
Monde	1.607	51%	3%	100%



## Nouveau recul de la consommation d'acier en 2013 en UE et perte de parts de marché

Trop timides et trop tardives, les améliorations de l'activité de certains secteurs utilisateurs d'acier, notamment de l'automobile et des fabrications métalliques, au second semestre n'ont pu empêcher la sidérurgie européenne d'enregistrer un nouveau recul, à 141 millions de tonnes, de la consommation apparente d'acier en 2013. Il faudra attendre confirmation en 2014 et 2015 des anticipations positives de l'évolution des secteurs de la construction et de la construction mécanique pour voir la consommation en UE se redresser vers les 150 millions de tonnes, fort éloigné du sommet de 202 millions atteint en 2007.

En 2013, l'UE est restée exportatrice nette d'acier avec des exportations de près de 31 millions de tonnes et des

importations de 24 millions de tonnes. Elle a néanmoins enregistré une perte de parts de marché en UE avec une baisse de ses livraisons internes alors même que les importations augmentaient, après deux années de recul, d'environ 10%.



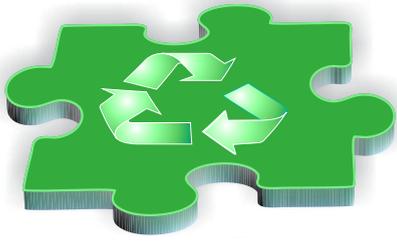
## EU Steel Action Plan

Confrontée à ces bouleversements de tendances ainsi que face à l'augmentation substantielle des capacités dans le monde, estimées à 2.150 millions de tonnes à fin 2013, la sidérurgie européenne continue à préparer son avenir et à moduler son positionnement. Elle a ainsi participé aux travaux de la Commission Européenne en vue de l'adoption du Plan d'Action pour une industrie sidérurgique compétitive et durable en Europe. Ce Plan, adopté le 11 juin 2013, prévoit la mise en place de 40 actions parmi lesquelles 20 concernent uniquement la sidérurgie. Par ce Plan, la Commission souligne clairement la contribution du secteur sidérurgique au développement économique et social de la région.

Il aborde des chapitres aussi variés que :

- Renforcer la demande d'acier auprès des principaux secteurs utilisateurs
- Améliorer l'accès aux marchés étrangers et garantir des conditions de concurrence équitables au niveau international
- Renforcer la compétitivité au moyen de politiques appropriées en matière d'énergie, de climat, de ressources et d'efficacité énergétique
- Stimuler l'innovation
- Faciliter les restructurations et répondre aux besoins de compétences appropriées

Un « High-Level Group » est également mis en place en vue d'assurer une consultation directe entre les plus importants acteurs sidérurgiques et la Commission. En juin 2014, il est prévu de faire le point en vue d'apprécier la concrétisation et les avancées du Plan



# développement durable



## La sidérurgie: assise de la chaîne de valeur industrielle

Elle contribue à la réalisation de solutions innovantes pour l'amélioration de la durabilité, la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> et l'optimisation de l'efficacité énergétique dans les applications les plus variées telles que l'automobile, le bâtiment, les travaux publics, la construction mécanique et métallique, l'énergie, l'électro-ménager,...

Grace à sa recyclabilité récurrente, l'acier – le matériau le plus recyclé au monde – s'inscrit pleinement dans la conception d'économie circulaire ! En UE, plus de 45% de la production d'acier provient de la fusion de la ferraille, récupérée dans les produits d'équipement ou de consommation en fin de vie.



## L'indispensable rebond industriel en UE requiert une réarticulation des politiques énergétique et climatique, certes ambitieuses mais néanmoins pragmatiques.

D'ici 2020, la Commission Européenne se fixe comme objectif de porter à 20% la contribution de l'industrie au produit intérieur brut.

Dans cette perspective, le coût d'approvisionnement de l'énergie est un facteur déterminant pour la compétitivité internationale de l'industrie. Aussi doit-il être ramené à un niveau qui élimine l'écart actuel par rapport aux conditions en vigueur auprès des principaux concurrents.

La concrétisation d'un marché européen de l'énergie est primordiale et doit aller de pair avec une sécurité d'approvisionnement et la compression des charges additionnelles.

Ainsi, la fixation des objectifs et les choix au niveau des énergies renouvelables – éolienne, photovoltaïque et biomasse – doivent être basés sur la faisabilité technique et l'efficacité des coûts.



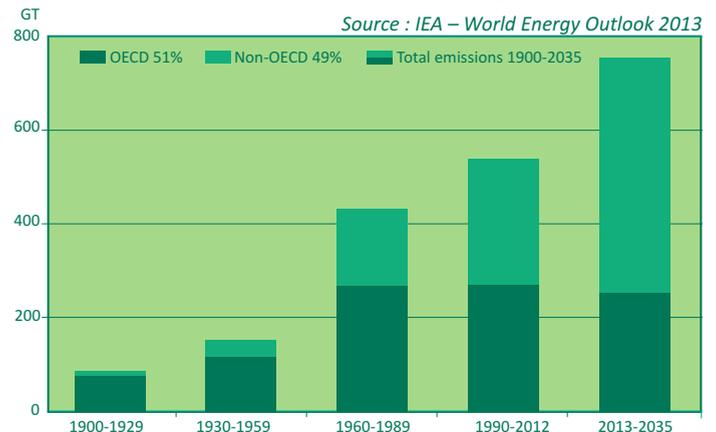
## En Belgique, l'industrie demande avec insistance l'instauration urgente d'une norme énergétique.

La comparaison permanente de l'évolution des prix de l'électricité et du gaz naturel en Belgique par rapport à ceux pratiqués dans les pays limitrophes doit permettre aux autorités compétentes, tant au niveau fédéral que régional, de corriger immédiatement tout handicap compétitif. L'analyse doit inclure l'ensemble des composantes des prix facturés, y compris les tarifs de transport/distribution et les surcharges et redevances.



## L'Europe ne représente plus que 15% des émissions globales de CO<sub>2</sub>: un engagement unilatéral de l'UE n'aura qu'un effet très limité en matière climatique mais destructif pour le tissu industriel en UE.

### Cumulative energy-related CO<sub>2</sub> emissions

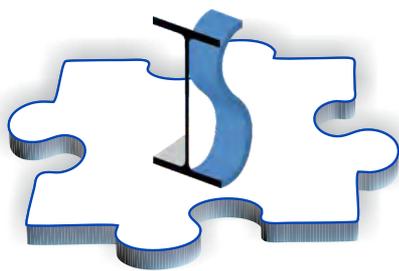


*Non-OECD countries account for a rising share of emissions, although 2035 per capita levels are only half of OECD.*

L'Europe doit dès lors prioritairement œuvrer en faveur d'un engagement global en matière de politique climatique, comportant des contraintes similaires pour tous les acteurs industriels de par le monde. Entretemps, la compétitivité de l'industrie en UE doit être adéquatement protégée. Tout au moins les installations les plus performantes ne devraient pas avoir à supporter des coûts directs ou indirects liés à la politique climatique, ce qui – au niveau du système d'échange de droits d'émissions – nécessite :

- une allocation gratuite de droits d'émission à concurrence de 100% des besoins, accordée sur base de benchmarks techniquement et économiquement réalisables ;
- une compensation complète du coût du CO<sub>2</sub> répercuté par les électriciens dans les prix facturés.

A défaut d'un « level playing field » mondial, l'Europe doit également permettre aux Etats Membres d'exonérer les industries intensives en énergie, exposées à la concurrence globale, des charges liées à la politique de dé-carbonisation telle que la promotion des énergies vertes.



# promotion - information acier

www.infosteel.be

Actif en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg, Infosteel s'attache à promouvoir l'usage qualitatif de l'acier dans la construction. Infosteel est soutenu par plus de 600 membres provenant principalement des milieux professionnels de l'acier : producteurs sidérurgiques, entreprises de construction, bureaux d'études et d'architecture, fabricants de traitement de surface, négociants, sociétés software. En 2013, une centaine de nouveaux membres se sont affiliés.

Infosteel partage son savoir et son expertise lors de journées d'études, de formations, de publications, d'activités de réseau, d'assistance gratuite via son helpdesk (sécurité incendie, Eurocodes, corrosion et productions durables).

La campagne de promotion et de communication organisée par Infosteel s'est appuyée sur quatre piliers:

## 1) Les événements professionnels médiatisés

### - La Journée Construction Acier 2013



Journée Construction Acier 2013

Concours Construction Acier 2013

Plus de 200 professionnels du monde de la construction (architectes, ingénieurs-conseils, constructeurs métalliques, entrepreneurs, enseignants, pouvoirs publics) se sont réunis à la Chambre de Commerce à Luxembourg le 27 novembre 2013. Ce rendez-vous biennal (en collaboration avec FEDIL/ILTM Construction métallique) est l'occasion pour les acteurs professionnels de faire connaître et reconnaître leurs pratiques. Outre la présence de stands d'entreprises, des orateurs de renom ont abordé les nouveaux enjeux conceptuels, techniques et économiques de la construction en acier dans le cadre du développement durable.

### - Le Concours Construction Acier 2013

a enregistré la participation de 29 projets. Un jury d'experts a sélectionné 9 nominés et a élu 6 lauréats de l'édition 2013 qui ont bénéficié d'une campagne de presse.

### - Les visites de projets

connaissent un succès grandissant et permettent chaque année de découvrir des réalisations innovantes en acier: visite de l'école primaire Den Top à Sint-Pieters-Leeuw et le nouveau siège de Bruxelles Environnement sur le site de Tour & Taxis.



Rendering : © Cepezed

Nouveau siège  
de Bruxelles Environnement  
(Immeuble de bureau  
"passif" avec structure  
et façades métalliques)

## 2) Le transfert de compétences techniques

Les séminaires et les formations sont axés sur les thèmes suivants:

- *Journée d'étude des bâtiments commerciaux :*  
Pour la première fois, une journée d'étude a été consacrée à un segment spécifique du marché sur les systèmes de façades haut de gamme et structures en acier.
- *EN 1090 et marquage CE :*  
3 journées d'études ont été organisées en octobre 2013.
- *Groupes de travail :*  
Des groupes de travail composés de membres se réunissent pour aborder des sujets spécifiques tels que la construction durable, les façades, EN 1090, ...
- *Infosteel* suit de manière assidue la normalisation et l'évolution des thèmes techniques majeurs grâce à sa participation active au sein de comités techniques institués par les autorités fédérales et régionales.

## 3) Le réseau 'European IPO Steel Network'

Infosteel est membre fondateur du réseau de promotion de l'acier regroupant les Centres d'information et de Promotion de l'Acier en Europe (IPO's).

Infosteel développe ses actions en partenariat dans le cadre d'une diffusion élargie des connaissances sur les applications de l'acier et le développement durable. L'association a collaboré à l'organisation de rencontres d'échanges avec les principales organisations européennes représentatives du secteur.

## 4) La diffusion de l'information et l'aide à la conception

- 3 éditions de son magazine 'info\_steel' mettent en valeur les multiples avantages des constructions en acier ainsi que les résultats du Concours Construction Acier 2013.
- Le site [www.infosteel.be](http://www.infosteel.be), dont la fréquentation croissante a atteint plus de 15.000 visites mensuelles.
- Le service Helpdesk offrant une assistance gratuite et dont l'équipe d'experts a traité des questions concernant principalement les Eurocodes, la résistance au feu, la construction durable, la corrosion et bien d'autres détails techniques.



© Foto\_Photo : INCA Ingénieurs Conseils Associés  
- Hall des voyageurs de la gare de Luxembourg



Fondé en 1948, le CRM est le centre collectif de recherche pour la sidérurgie et la métallurgie avec des implantations à la fois à Liège et à Gent.

Ses activités mobilisent un large éventail de compétences techniques recouvrant toute la chaîne de valeur du cycle complet des métaux depuis les matières premières, leur transformation et mise en forme jusqu'au recyclage des produits métalliques et sous-produits en fin de vie. Il met à disposition de ses membres industriels des solutions technologiques innovantes et de nouveaux concepts de produits qu'il aide à appliquer de par le monde.

Depuis 2011 et le rapprochement entre le CRM asbl et AC&CS (Advanced Coatings & Construction Solutions) pour former le Groupe CRM, une réorganisation en profondeur a été menée pour conduire en 2013 à la mise en place de cinq unités opérationnelles regroupant l'ensemble des activités du groupe ainsi qu'une seule unité rassemblant tous les laboratoires de caractérisation des matériaux :

1. Production & Recyclage des métaux
2. Transformation et propriétés de base des métaux
3. Surface et revêtements des métaux
4. Application des métaux et construction métallique
5. Solutions industrielles (ingénierie, unités pilotes, mesures & contrôle, ...)

L'ensemble du CRM Groupe est certifié ISO9001 et plusieurs laboratoires de caractérisation sont labellisés ISO17025.

Parmi les activités marquantes de 2013, on peut souligner le déploiement industriel de techniques de refroidissement et de lubrification en laminage à chaud et à froid destinées à réduire les consommations énergétiques et l'usure des cylindres tout en améliorant la qualité des produits. Ces techniques originales ont été en grande partie mises au point sur la ligne pilote du CRM.



Laminage à chaud pilote à disposition chez CRM Gent en collaboration avec OCAS (MPC joint-venture)

CRM Group - All rights reserved for all countries. Cannot be disclosed, used, or reproduced without prior written specific authorization of CRM Group. CONFIDENTIAL - Privileged Information - CRM Group proprietary information.

## l'acier belge en chiffres

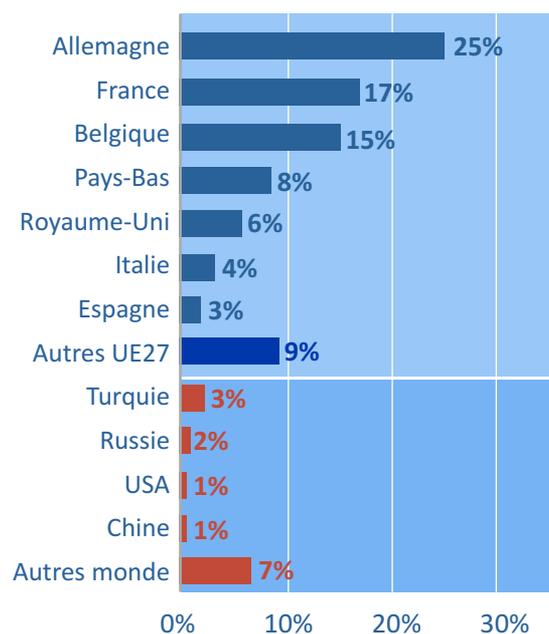
### Production d'acier (en Kt et %)

	2011	2012	2013	2013/12
Acier brut (tous aciers)	8.026	7.301	7.127	-2%
<i>dt via convertisseur O<sub>2</sub></i>	5.253	4.647	4.738	2%
<i>dt via four électrique</i>	2.773	2.654	2.389	-10%
dont acier inoxydable	1.241	1.241	1.332	7%
Bobines à chaud	8.465	7.476	6.988	-7%
Bobines à froid	4.703	4.406	4.524	3%
Tôles revêtues	3.485	3.642	3.674	1%
Tôles quarto	585	568	510	-10%
Fil machine	879	872	796	-9%

### Autres chiffres clés du secteur 2013

	2011	2012	2013e	2013/12
Emploi (fin d'année)	14.197	13.319	11.802	-11%
Chiffre d'affaires (M€)	9.500	8.800	8.300	-6%
Valeur ajoutée (M€)	1.300	1.100	950	-14%
Exportations (M€)	6.200	5.900	5.400	-8%

### Ventilation des livraisons en 2013



<b>PRESIDENT</b>	Geert VAN POELVOORDE	Chief Executive Officer Flat Carbon Europe, ARCELORMITTAL SA
<b>VICE-PRESIDENTS</b>	Bernard DEHUT	Chief Executive Officer, ARCELORMITTAL LIÈGE
	Wim VAN GERVEN	Chief Executive Officer Flat Carbon Europe, Business Division North, ARCELORMITTAL SA
<b>ADMINISTRATEURS</b>	Guy BONTINCK	Directeur Ressources Humaines, ARCELORMITTAL GENT
	Vincenzo FALCONE	Directeur Général, DUFERCO BELGIUM SA; Administrateur délégué, CARSID SA
	Antonio GOZZI	Président & Chief Executive Officer, DUFERCO BELGIUM SA
	Bernard HALLEMANS	Administrateur délégué, APERAM STAINLESS BELGIUM NV
	Bertrand LEJEUNE	Directeur Général, SEGAL
	Horacio MALFATTO	Chief Executive Officer, NLMK EUROPE
	Guido MOERMANS	General Manager Châtelet Plant, APERAM CHÂTELET
	Alex NICK	Président Directeur Général, INDUSTRIEL BELGIUM SA / GROUPE ARCELORMITTAL
	Angelo RIVA	Administrateur délégué, THY-MARCINELLE SA / GROUPE RIVA
	Didier TROISFONTAINES	Managing Director, ENGINEERING STEEL BELGIUM

## Entreprises membres au 01.01.2014

**sa Thy-Marcinelle**  
www.rivagroup.com

**sa Segal**  
www.tatasteleurope.com

**ArcelorMittal**

**ArcelorMittal Gent nv**  
www.arcelormittal.com/gent

**sa ArcelorMittal Liège**  
www.arcelormittal.com/liege

**sa Arceo**  
-

**sa Industeel Belgium**  
www.industeel.info

**ESB sprl Engineering Steel Belgium**  
www.esb.be

**Duferco**

**sa Duferco Belgium**  
www.duferco.be

**Carsid**

**sa Carsid**

**aperam**

**Aperam Genk**  
www.aperam.com

**Aperam Châtelet**  
www.aperam.com

**NLMK**

**NLMK La Louvière**  
www.eu.nlmk.com

**NLMK Clabecq**  
www.eu.nlmk.com

### Direction GSV

Directeur Général **Robert JOOS**

Directeur **Luc BRAET**

Editeur responsable: Robert JOOS